



Publication de la LIT-QI Nouvelle époque. Num. 148

Avril 2009

Face aux attaques des gouvernements et des patrons

Pour l'unité et la solidarité nationale et internationale de la classe ouvrière

La crise économique internationale s'approfondit de plus en plus, et avec elle, les attaques très dures des entreprises et des gouvernements contre les travailleurs, partout dans le monde, afin de faire supporter à ces derniers le coût de la crise et de récupérer les profits perdus.

Les travailleurs sont les seuls qui n'ont aucune responsabilité dans l'éclatement de cette crise, mais ce sont eux qui en subissent le plus les conséquences. Alors que les gouvernements libèrent des milliers de milliards de dollars pour aider les banques et les entreprises qui ont des problèmes, il n'y a pas un centime pour les travailleurs. C'est donc absolument clair, c'est ce que les capitalistes veulent dire quand ils parlent de « *partager les coûts de la crise* ».

Les attaques des gouvernements et des entreprises

Les licenciements massifs et l'augmentation brutale du chômage constituent évidemment la principale attaque que subissent les travailleurs. Les organismes internationaux avaient calculé qu'il y aurait une augmentation de 50 millions de chômeurs dans le monde, pour cette seule première phase de la crise. Mais les données de 2008 et 2009 pour les Etats-Unis, l'Europe, la Chine, le Brésil et d'autres pays indiquent que ce chiffre sera, très probablement, largement dépassé. Parallèlement aux licenciements massifs, les entreprises profitent de l'augmentation du chômage et du fantôme de la perte d'emploi pour exiger de leurs travailleurs l'acceptation des diminutions salariales, la perte de conquêtes, l'application de systèmes comme la « banque d'heures »[§], etc.

Les gouvernements bourgeois, y compris ceux des pays impérialistes, non seulement soutiennent ces politiques, mais ils insistent pour que les entreprises les adoptent. Alors que l'entreprise brésilienne Embraer licencierait 4 200 ouvriers, le gouvernement de Lula maintenait son financement à l'entreprise à travers les crédits que la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) accorde aux acheteurs des avions

fabriqués par Embraer. Aux Etats-Unis, Barack Obama n'a posé aucune condition quand il a été si généreux envers les banques et les compagnies d'assurances, mais il exige que General Motors et Chrysler appliquent un « plan de restructuration » (qui inclut la fermeture d'usines, la suppression de milliers d'emplois et l'augmentation des rythmes d'exploitation), comme condition pour libérer l'argent de l'Etat qui leur permet d'éviter la faillite. De cette manière, la punition pour la mauvaise situation de ces entreprises ne retombera pas sur leurs actionnaires et leurs dirigeants mais sur leurs travailleurs.

Expliquer patiemment

La première tâche des révolutionnaires face à la crise est **d'expliquer patiemment** aux travailleurs et aux masses que la crise et ses conséquences sont des produits inévitables du système capitaliste et que la bourgeoisie, tant à l'échelle nationale que mondiale, tentera par tous les moyens d'en faire supporter le prix aux travailleurs. C'est pourquoi, il n'y a pas d'intérêts communs entre la classe ouvrière et la bourgeoisie : ce qui est bon pour eux est mauvais pour nous. Il faut expliquer aussi comment les gouvernements, y compris ceux qui apparaissent comme plus « populaires », défendent toujours les intérêts de la bourgeoisie contre les travailleurs, avec leurs mesures et politiques « anti-crise ».

Deuxièmement, il faut expliquer que la seule issue réelle pour le prolétariat et les peuples exploités du monde est de faire une révolution socialiste mondiale, qui commence par prendre le pouvoir et implanter un gouvernement des travailleurs dans leur propre pays, pour appliquer des plans économiques qui ne soient pas au service du profit des patrons, mais au service de la satisfaction des besoins de l'ensemble du peuple. Sans la perspective donnée par cette solution de fond, tous les triomphes partiels que nous obtenons seront rapidement perdus et les luttes les plus héroïques déboucheront sur une voie sans issue.

C'est précisément pendant des crises de cette profondeur qu'il s'avère plus facile d'expliquer la nécessité d'un changement profond du système capitaliste impérialiste, parce que sa véritable essence destructive est totalement mise à nu et la nécessité des mesures du programme socialiste s'avère beaucoup plus claire.

Il faut signaler toutefois avec une clarté totale que la crise économique **ne mènera pas par elle-même à la chute du capitalisme, et moins encore au triomphe de la révolution socialiste**. Si la classe ouvrière ne donne pas sa propre réponse, il est très possible que le système capitaliste impérialiste retrouve une nouvelle « stabilité », basée sur des niveaux encore pires de barbarie et d'inhumanité.

Le monde qui apparaîtra comme résultat de cette crise dépendra donc de la lutte des classes. Pour nous, cela dépendra de l'action de la classe ouvrière et des masses, ainsi que du surgissement d'une direction révolutionnaire capable de conduire cette lutte. Mais tant la réponse des travailleurs que la construction de cette direction révolutionnaire ne peuvent avoir lieu qu'à travers la lutte et la mobilisation.

Un programme pour combattre

Le premier pas de cette lutte et de cette mobilisation commence par la réponse aux attaques des bourgeoisies et des gouvernements. C'est un processus qui a déjà

commencé dans plusieurs pays, mais qui n'est pas encore à la hauteur de ce que les circonstances requièrent. C'est pourquoi, l'autre grande tâche à l'ordre du jour consiste à promouvoir une réponse de lutte face à ces attaques, dans chaque pays, de la façon la plus unifiée et la plus ferme possible.

D'une manière générale, nous proposons le programme suivant pour ces luttes, conscients qu'il devra s'adapter aux circonstances concrètes de chaque pays :

- * La lutte contre les licenciements et le chômage
- * Pour la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire
- * La défense du salaire et la lutte contre la perte de droits et d'acquis
- * Contre l'augmentation de la journée de travail, la détérioration des conditions de travail et l'augmentation de la charge de travail
- * La lutte contre la xénophobie et en défense des droits des immigrants
- * Contre la criminalisation des mouvements sociaux
- * Contre la politique économique des gouvernements.

Dans les pays colonisés par l'impérialisme, il s'y ajoute, en outre, la lutte contre les plans de recolonisation impérialiste et pour l'indépendance nationale, ainsi que pour le non-paiement de la dette extérieure, la rupture avec le FMI et ses plans d'ajustement, la nationalisation des entreprises impérialistes, etc.

Les mobilisations qui peuvent avoir lieu, suite à ces mots d'ordre concernant les nécessités concrètes, sont celles qui permettront d'établir le pont vers des mots d'ordre plus avancés, comme la nationalisation sous contrôle ouvrier des principales branches de l'économie. Il s'agit de celles qui représentent la transition vers l'issue socialiste à laquelle nous faisons référence plus-haut.

La nécessité d'une lutte unitaire

Cette proposition de combat unifiée doit être faite tant à l'ensemble des travailleurs qu'aux directions des organisations syndicales et politiques de masse.

Est-il correct de lancer un appel de ce genre à des directions qui ont contribué à démobiliser, à diviser et à démoraliser la classe ouvrière et qui, dans beaucoup de cas, continuent à le faire, en acceptant des accords de pertes d'acquis, en freinant les luttes et en essayant d'isoler les luttes là où elles apparaissent ? Il est évident que ces bureaucraties sont un obstacle pour le développement d'une lutte ferme contre les attaques des entreprises et des gouvernements et, beaucoup plus encore, pour que la classe ouvrière puisse donner une réponse de fond.

Mais tant qu'elles continueront à contrôler les appareils syndicaux et les organisations de masse, et qu'en ce sens, elles dirigent la majorité des travailleurs, il n'y a pas moyen de promouvoir une mobilisation massive sans **une politique d'exigence envers leurs directions pour qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises et se mettent à la tête de véritables plans de lutte nationaux.**

Si cet appel à la mobilisation unitaire est accepté - comme cela a été le cas, par exemple, avec plusieurs centrales syndicales au Brésil, le 30 mars, ou avec les grèves générales récentes en France - la lutte et la confiance en ses forces de l'ensemble de la classe

ouvrière sont fortifiées. Il en est ainsi parce que beaucoup de travailleurs ont des doutes sérieux sur les possibilités de triomphe d'une lutte isolée, face à l'ampleur de l'ennemi auquel ils font face. Une lutte nationale unifiée, au contraire, offre depuis son début une perspective beaucoup plus grande de triomphe.

De cette manière, une dynamique supérieure de mobilisation peut apparaître qui, tôt ou tard, dépassera les limites que ces bureaucraties se fixent. D'autre part, si l'appel n'est pas accepté, le refus contribuera à l'expérience des travailleurs avec ces directions.

Dans les deux cas, il s'agit d'une politique indispensable pour fortifier une réponse de lutte en accord avec la situation et les attaques, afin d'avancer vers une véritable organisation démocratique et de lutte des travailleurs, qui peut se fortifier comme alternative à ces bureaucraties et ses appareils. C'est ce qui commence à se construire avec Conlutas au Brésil, l'ELAC en Amérique latine et les Caraïbes, et avec d'autres expériences dans différentes régions du monde.

§Un système dans lequel les heures supplémentaires - exigées quand il y a beaucoup de travail - sont mises au "crédit" du salarié, un crédit qu'il peut (doit) utiliser pour des absences ou des vacances quand il y a moins de travail. - NdT

< Cadre >

L'appel des travailleurs de General Motors de São José dos Campos (Brésil)

Récupérer la tradition de lutte internationale

Les attaques que les travailleurs reçoivent sont semblables partout dans le monde. D'une part, les politiques que les gouvernements et les entreprises appliquent sont « logées à la même enseigne ». D'autre part, les grandes entreprises ont des structures avec des implantations partout dans le monde et ont « internationalisé » leurs production et commercialisation. Dans l'industrie automobile (une branche centrale de l'économie capitaliste), General Motors a des usines ou des bureaux commerciaux dans 70 pays, Fiat dans 61 pays, Renault dans 46 pays, etc. Face à la crise, ces entreprises appliquent des plans unifiés d'ajustement et essaient de faire face aux travailleurs d'un pays avec ceux d'un autre, même si ces plans se manifestent sous différentes variantes.

En France, le gouvernement « *accorde des prêts et des subventions à ses fabricants d'automobiles..., à la condition que les entreprises maintiennent l'emploi en France et que, sous aucun prétexte, elles délocalisent une partie de leur production vers la République tchèque, la Slovaquie ou la Roumanie, des pays où Peugeot-Citroën et Renault ont des usines d'assemblage* ». (Agence EFE, 24/2/2009). Quant à General Motors, elle utilise la menace de transférer des usines de production depuis les Etats-Unis vers des pays avec moindre coût de travail, afin que ses travailleurs acceptent de réduire leurs salaires à la moitié.

Reconquérir la mémoire historique

Il est presque impossible de mettre en échec ces chefs d'entreprises géantes, sans que les luttes s'unifient et reçoivent une vaste solidarité internationale ; ils profitent du « diviser

pour régner ». Au contraire, une lutte internationale offre une perspective beaucoup plus grande de triomphe parce qu'elle frappe l'entreprise dans son ensemble.

L'unité et la solidarité internationale des luttes de la classe ouvrière ne sont pas une nouveauté. Elles font partie de son histoire et de ses meilleures traditions. Rappelons que c'est une campagne internationale de lutte qui a obtenu la journée de travail de 8 heures dans beaucoup de pays du monde, dans les premières décennies du vingtième siècle.

Pendant des décennies, l'action érosive du stalinisme et des bureaucraties syndicales a essayé d'effacer la conscience de la force, contenue dans cette lutte internationale unifiée, de la mémoire de la classe ouvrière. Si ces bureaucraties n'unissent même pas la lutte des travailleurs dans un pays, elles vont encore moins promouvoir l'unité internationale. Des appareils comme la Fédération Internationale des Travailleurs de la Métallurgie ou la Confédération Syndicale Internationale servent seulement à faire des congrès qui votent des déclarations ou demandent l'intervention d'organismes comme l'OIT, mais non pour promouvoir ou soutenir les luttes contre les patrons et le gouvernement.

L'appel des travailleurs de la General Motors de São José dos Campos

Reconquérir cette tradition historique est une nécessité impérieuse. Un début de la reconquête de ce chemin peut être une chose très concrète : l'unité des travailleurs d'une même entreprise, ou d'une même branche industrielle, au niveau international.

En ce sens, il faut souligner l'appel des travailleurs de la General Motors de São José dos Campos (Brésil), faite sienne par le syndicat métallo de la région et par Conlutas (Coordination Nationale de Luttes) dans ce pays, ainsi que par l'ELACT (Rencontre latino-américaine et caraïbe de travailleurs) dans le continent.

On y signale que « les gouvernements et les entreprises... essayent de nous diviser et de nous opposer les uns contre les autres... Cela nous mène seulement à la division et à la fragmentation. Les seuls à en profiter sont ceux qui nous ont exploités brutalement pendant des années... Nous devons dire non. Aucun licenciement, aucune réduction de droits ou de salaires lors de la réduction de la journée de travail. »

Après avoir analysé les attaques des entreprises automobiles au niveau mondial, ils lancent « un appel aux camarades des entreprises automobiles du monde entier : organisons un jour de grève internationale sous le drapeau de la défense de nos emplois, de nos salaires et de nos droits : que les riches payent pour la crise ». Ils font appel spécialement aux « travailleurs de General Motors de plusieurs implantations dans le monde entier : assez de division parmi nous, faisons face à la crise avec unité et lutte en défense des emplois, de nos droits et de nos salaires ».

Pour concrétiser la proposition, ils suggèrent que « les travailleurs, leurs syndicats, les commissions d'entreprise et les militants » organisent « une réunion internationale, où nous pouvons examiner un plan de lutte unitaire pour faire face à la crise internationale, défendre nos emplois, nos droits et nos salaires, sans tomber comme otages des chantages promus par ceux qui nous ont toujours exploité ».

L'appel a été envoyé à des syndicats, des commissions d'entreprise et des travailleurs métallurgiques du monde entier. En outre, Vivaldo Moreira, président du syndicat de São José dos Campos et travailleur de la General Motors, a visité l'usine de cette entreprise et plusieurs usines métallurgiques en Argentine. D'autres dirigeants se sont rendus en Équateur et au Venezuela.

L'appel a déjà commencé à recevoir quelques réponses positives. En Argentine, une assemblée générale convoquée par la section de Villa Constitución de l'Union Ouvrière Métallurgique (UOM) a réuni plus de 500 représentants de différents syndicats et institutions (y compris d'importants dirigeants nationaux de la Centrale de Travailleurs Argentins - CTA). Elle a décidé, dans le cadre d'une résolution générale sur la crise économique, « *l'appui inconditionnel à tous les travailleurs qui combattent partout dans le monde et, dans ce cadre, un appui fraternel aux camarades de General Motors de Sao José dos Campos qui ont soutenu cette assemblée* ».

En Italie, les représentants de la CUB (la quatrième centrale syndicale en importance du pays) chez Fiat, ont manifesté leur « accord total » avec « *la proposition d'organiser une réunion internationale pour examiner la situation de l'industrie automobile et pour décider des initiatives en commun... il n'y a plus qu'à organiser la réunion* ».

Ce sont les premiers pas d'un chemin nécessaire qui s'impose. La grave crise économique internationale et les attaques très dures des gouvernements et des entreprises mettent plus que jamais à l'ordre du jour l'appel lancé, il y a plus de cent soixante ans, par le Manifeste Communiste : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

<ANNEXE>

Appel à la lutte contre les licenciements et les attaques dans les usines de montage automobiles partout dans le monde

On a assisté à une évolution de la crise économique internationale et de la politique des patrons et de leurs gouvernements partout dans le monde. Des milliards et des milliards de dollars d'argent public sont en train d'être lâchés aux entreprises, alors qu'à nous, travailleurs, on nous tient le discours des licenciements et de la nécessité d'abandonner nos droits sociaux et de réduire nos salaires.

Ceci est inadmissible ! Nous ne sommes pas les responsables de cette crise ! Ceux qui doivent la payer, c'est cette poignée d'individus qui pendant des années se sont répartis les profits et les bonus, et aussi les gouvernements irresponsables et frauduleux qui ont préparé la crise que nous voyons aujourd'hui.

Nous, les travailleurs, au contraire, nous sommes obligés de produire à des rythmes d'hyper-exploitation, nous sommes atteints de maladies professionnelles, nous voyons nos salaires baisser et nos droits remis en question, nos usines sont fermées ou délocalisées. Tout cela au nom de la réduction des coûts et de la garantie de la stabilité des entreprises.

Cependant maintenant, nous ne pouvons pas permettre que ceux qui s'enrichissent toujours plus, et qui ont provoqué la crise, reçoivent des milliards et des milliards d'argent public alors que l'on annonce des plans qui vont jeter des milliers de familles dans la misère, plans de suppression d'emplois à échelle mondiale, et leur exigence de réduction de droits et de salaires.

Les gouvernements et les entreprises essaient de nous opposer les uns les autres. Ils montrent les salaires des travailleurs d'un certain pays pour exiger la réduction des salaires des autres. Ils encouragent un chantage honteux avec nos emplois.

Malheureusement, certains syndicats et certaines centrales syndicales partout dans le monde ont accepté cette logique. Ceci nous mène à la fragmentation et à la division. Les seuls qui sortiront gagnants de cette logique là sont ceux qui nous exploitent brutalement depuis des années et qui veulent préserver leurs fortunes avec l'argent public que nous avons payé. Nous devons dire non ! Aucun licenciement, aucune de réduction des droits et des salaires. Réduction de la journée de travail. Faisons que ce soient eux qui payent la crise avec leurs fortunes accumulées.

Appel à une journée internationale contre les licenciements et la réduction des droits et des salaires

Les usines de montage ont annoncé des plans mondiaux de restructuration. De nombreuses mobilisations, grèves et manifestations ont lieu dans plusieurs pays. Devant cette attaque à échelle mondiale, il est nécessaire de construire une réponse mondiale unifiée.

Il est nécessaire d'approfondir l'initiative des travailleurs de GM en Europe qui ont proposé ces derniers jours de construire une journée d'arrêt de la production et de manifestations pour défendre leurs emplois. Au Brésil nous préparons cette journée d'arrêt et de manifestations pour le Premier Avril.

Nous, les travailleurs métallurgiques de São José dos Campos, travailleurs de GM au Brésil. nous lançons un appel aux autres camarades qui travaillent dans des usines de montage partout dans le monde. Organisons ensemble un jour de grève internationale avec le mot d'ordre de la défense des emplois, des salaires et des droits, pour que les riches payent leur crise.

Travailleurs de GM : assez de division, affrontons la crise avec l'unité dans la lutte pour la défense de nos droits et de nos salaires.

Nous voulons faire un appel particulier aux travailleurs de GM des différentes usines partout dans le monde. Les négociations en cours, qui jusqu'à présent ont été promues par les centrales et les syndicats, ont seulement approfondi nos divisions et aident les entreprises à perdurer dans leur politique d'attaque contre notre classe, et à continuer d'arracher de l'argent public partout dans le monde pour conserver leur patrimoine.

Nous devons changer cette situation. Et c'est pour cela que nous, les travailleurs de GM, le Syndicat des travailleurs Métallurgiques de São José dos Campos et la Conlutas (Centrale syndicale et populaire du Brésil), nous appelons les autres travailleurs, leurs syndicats, leurs comités d'usine et les militants, à s'investir dans la réalisation d'une réunion internationale, où nous pourrions discuter d'un plan de lutte unitaire pour affronter la crise internationale, défendre nos emplois, nos droits et nos salaires sans devenir les otages du chantage exercé par ceux qui nous ont toujours exploités.

Travailleurs de GM de São José dos Campos

Syndicat des travailleurs métallurgiques de São José dos Campos

secretaria@sindmetalsjc.org.br

Conlutas (Coordination Nationale des Luites)- Brésil

secretaria@conlutas.org.br

ELAC – Rencontre Latino Américaine et Caraïbe des Travailleurs

elac@elac.org.br